

Politique de confidentialité et de protection des données

Version: 1.0

Date d'entrée en vigueur: 25 septembre 2026

Dernière mise à jour: 25 septembre 2026

Langue faisant foi: Français / French / Frans

Version faisant foi. En cas de divergence entre les versions linguistiques, la version française prévaut, sous réserve des règles impératives applicables.

SPEC CONSTRUCTION TECHNOLOGIE SRL

Chaussée de Roodebeek 206, 1200 Woluwe-Saint-Lambert, Belgique

Entreprise / Ondernemingsnummer / Enterprise No.: 0844.731.626

TVA / BTW / VAT: BE 0844.731.626

E-mail: sct@sctwebcare360.com

Web: sctwebcare360.com

Sommaire / Inhoud / Contents

1. 1. Responsable du traitement
2. 2. Données traitées
3. 3. Finalités et bases juridiques
4. 4. Destinataires et sous-traitants
5. 5. Transferts hors EEE
6. 6. Durées de conservation
7. 7. Vos droits
8. 8. Décisions automatisées et modération
9. 9. Sécurité
10. 10. Signalements et obligations légales
11. 11. Mise à jour de la Politique

1. Responsable du traitement

SPEC CONSTRUCTION TECHNOLOGIE SRL est responsable du traitement des données personnelles liées à SCT WebCare 360. Contact : sct@sctwebcare360.com. La Plateforme est destinée principalement aux professionnels, mais certaines données concernent des personnes physiques agissant pour une entreprise.

2. Données traitées

- Données de compte : nom, e-mail, identifiants, rôle, état du compte, préférences de langue.
- Données professionnelles : dénomination légale, forme, numéro d'entreprise, TVA/Tax ID, adresse, pays, site web, coordonnées et identité du représentant.
- Données de vérification : résultat VIES ou autre vérification, date, pays, numéro fiscal, nom/adresse disponibles, état de revue manuelle et preuves de vérification.
- Données de contenu : profils, annonces, descriptions, images, vidéos, miniatures, avis, réponses, signalements, décisions de modération et recours.
- Données d'abonnement/paiement : forfait, période, identifiants Stripe Customer/Subscription/Price, factures et statuts de paiement ; la Plateforme ne stocke pas les numéros complets de carte.
- Données techniques et sécurité : adresses IP dans la mesure nécessaire, user-agent, journaux, sessions, tentatives de connexion, appareils de confiance, événements de sécurité, preuves CSRF et identifiants d'audit.
- Données cookies/consentement : identifiant de consentement, version de la politique, catégories choisies, date et langue.
- Communications : messages de support, réclamations, recours et correspondance.

3. Finalités et bases juridiques

Finalité	Base principale
Créer et gérer le compte, fournir le service et l'abonnement	Exécution du contrat
Vérifier l'entreprise, le statut TVA et lutter contre la fraude	Exécution du contrat, obligation légale et intérêt légitime
Paielements, facturation, comptabilité, Peppol lorsque requis	Contrat et obligations légales
Sécurité, prévention des abus, audit, défense des droits	Intérêt légitime et obligations légales
Modération, signalements, obligations DSA et réponses aux autorités	Obligations légales et intérêt légitime
Cookies non essentiels, analytics/marketing s'ils sont activés	Consentement
Support et communication	Contrat et intérêt légitime

4. Destinataires et sous-traitants

Les données peuvent être communiquées uniquement dans la mesure nécessaire à des prestataires d'hébergement, de paiement (notamment Stripe), d'e-mail, de sécurité, de facturation/Peppol, de comptabilité ou de support technique, ainsi qu'aux autorités lorsque la loi l'exige.

Les prestataires agissant pour le compte de l'Opérateur sont soumis aux obligations contractuelles de protection des données applicables. Les paiements hébergés par Stripe sont également soumis aux informations de confidentialité de Stripe.

5. Transferts hors EEE

Certains prestataires peuvent traiter des données en dehors de l'Espace économique européen. Lorsque le RGPD l'exige, l'Opérateur s'appuie sur une décision d'adéquation, des clauses contractuelles types ou un autre mécanisme légal approprié et applique des mesures complémentaires si nécessaire.

6. Durées de conservation

Catégorie	Durée indicative
Compte actif et profil	Pendant la relation contractuelle ; retrait rapide de la visibilité publique après fermeture selon le workflow
Annonces rejetées/masquées/suspendues	En principe 24 mois après la décision, plus longtemps si nécessaire pour litige, abus ou obligation légale
Signalements, recours et réclamations	En principe 3 ans après clôture
Journaux d'audit et sécurité	En principe 24 mois ; prolongation possible pour incident, fraude, litige ou obligation légale
Journaux techniques	En principe 6 à 12 mois
Tokens de vérification/réinitialisation	Jusqu'à expiration et usage unique
Consentement cookies	Jusqu'au retrait/changement et, pour la mémorisation du choix, en principe au maximum 6 mois avant nouvelle demande
Factures et pièces comptables	Selon les délais légaux belges applicables, pouvant aller jusqu'à 10 ans

Les sauvegardes techniques peuvent conserver temporairement des copies jusqu'à leur rotation sécurisée. Une demande d'effacement n'efface pas les données qui doivent être conservées pour obligations légales, comptabilité, sécurité ou défense en justice.

7. Vos droits

- Droit d'accès et d'obtenir une copie des données traitées.
- Droit de rectification des données inexactes.
- Droit à l'effacement lorsque les conditions légales sont remplies.
- Droit à la limitation du traitement.
- Droit d'opposition lorsque le traitement repose sur un intérêt légitime.

- Droit à la portabilité pour les données fournies lorsque les conditions de l'article 20 RGPD sont remplies.
- Droit de retirer un consentement sans affecter la licéité du traitement antérieur.
- Droit d'introduire une réclamation auprès de l'Autorité de protection des données belge.

Les demandes peuvent être introduites via les fonctions du compte ou à sct@sctwebcare360.com. Une vérification raisonnable de l'identité peut être demandée.

8. Décisions automatisées et modération

La Plateforme utilise des règles techniques automatiques pour la sécurité, la validation de limites, le traitement vidéo et certains contrôles. La politique de modération peut prévoir une assistance automatisée, mais les décisions ayant un impact important peuvent faire l'objet d'une revue humaine selon les procédures applicables. Aucune décision automatisée produisant des effets juridiques au sens de l'article 22 RGPD n'est annoncée comme mécanisme standard sans information spécifique.

9. Sécurité

L'Opérateur applique notamment contrôle d'accès côté serveur, sessions protégées, CSRF, hachage des mots de passe, authentification multifacteur lorsque requise, journalisation, limitation de débit, contrôle des uploads, séparation staging/production, contrôle des webhooks Stripe et isolement du traitement vidéo.

10. Signalements et obligations légales

Les données d'un signalement sont traitées pour analyser la demande, informer les parties, prendre une mesure, conserver un audit et respecter le DSA ou d'autres obligations. Les données ne sont communiquées qu'aux personnes et autorités ayant un besoin légitime de les recevoir.

11. Mise à jour de la Politique

Les modifications importantes sont versionnées et datées. Lorsque nécessaire, les personnes concernées sont informées avant l'entrée en vigueur.